

Macron, 31 décembre : « Je ne renoncerai pas aux réformes »

Répression, « grand débat » pour légitimer les réformes...

Deux jours après une nouvelle mobilisation massive des gilets jaunes, le chef du gouvernement, Édouard Philippe, s'est exprimé le 7 janvier. Pas un mot sur les demandes, les exigences de ces centaines de milliers mobilisés depuis deux mois, avec le soutien de la majorité de la population. Rien.

Alors que depuis le début du mouvement des « gilets jaunes », 5 600 personnes ont été placées en garde à vue et que chaque manifestation se déroule désormais dans un climat de quasi-état de siège, le Premier ministre revenant sur les incidents du samedi 5 janvier annonce un durcissement des mesures répressives et sécuritaires : fichage des manifestants, restriction du droit de manifester, sanction pénale en cas de participation à des manifestations non déclarées...

France info rapporte le commentaire de l'ancien bâtonnier de la Seine-Saint-Denis : « *Cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques (...). Tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant.* »

31 décembre, Macron : « Je ne renoncerai pas aux réformes »

Une semaine avant les mesures sécuritaires annoncées par Philippe. Il a annoncé son intention de maintenir le cap des réformes en 2019. Assurance chômage, fonction publique, retraites, réforme constitutionnelle... sont les réformes prioritaires.

La liquidation des conquêtes sociales au compte du capital financier.

Les « gilets jaunes » ne sont même pas cités. À leur sujet, Macron parle de « foule haineuse ».

Voilà qui suffit à qualifier et à donner le contenu du « grand débat national » qui doit débiter mi-janvier. Une imposture pour tenter d'offrir une sortie à Macron.

Juste après les vœux du président, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, est publié un décret honteux contre les chômeurs.

En pleine crise, le gouvernement provoque...

Car au même moment, sur fond de mobilisation des « gilets jaunes », l'affaire Benalla se poursuit, toute une série de conseillers de l'Élysée annoncent leur départ, quittant le navire en perdition.

Quelques jours plus tard, le 3 janvier, l'une des figures des gilets jaunes, Éric Drouet, est arrêté. Le lendemain (veille de « l'acte VIII » des gilets jaunes), alors qu'un sondage annonce que 55 % des Français souhaite la poursuite du mouvement, Griveaux provoque : « *Ceux qui continuent de manifester avec les gilets jaunes sont des agitateurs professionnels. Ce mouvement est le fait de gens qui veulent l'insurrection, qui veulent renverser le gouvernement.* »

Le lendemain des manifestations du 5 janvier, Laurent Berger, le patron de la CFDT, déclare : « *Tout d'abord, un responsable économique, politique, social, qui choisit de s'exprimer sur la situation doit commencer par condamner les violences dont des manifestants se sont rendus coupables.* »

Tous sont sommés de se ranger derrière la défense du gouvernement.

À l'inverse, et parce qu'il y a deux camps, des appels syndicaux sont publiés qui condamnent la répression contre les gilets jaunes et qui posent dès maintenant la question de l'action pour les revendications urgentes.

Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise, en raison de leur soutien aux gilets jaunes, à leurs exigences, sont attaqués de manière scandaleuse par le porte-parole du gouvernement, Griveaux, qui les accuse « *d'avoir quitté le champ républicain* ».

Le 7 janvier, Philippe annonce le durcissement de l'arsenal répressif contre les manifestants.

En d'autres termes, dans un contexte d'instabilité politique totale, ce pouvoir éperdu, aux abois, tente de répondre à l'insatisfaction du capital financier en cherchant à forcer le passage, ouvrant sur une situation grosse de dangers.

En face...

En face, il y a le mouvement de fond dont le soulèvement des gilets jaunes est le symptôme et que le gouvernement cherche à occulter, à étouffer.

Un soulèvement spontané surgi en dehors du contrôle des directions traditionnelles des partis, et qui veut contrôler son propre mouvement.

Un soulèvement qui exprime ce qui mûrit au sein de la classe : l'aspiration des plus larges masses à échapper au chaos auquel conduit la politique menée par les gouvernements au service du capital financier, l'aspiration de la plus grande majorité à prendre ses affaires en main.